

## 4 Suisse

# Pour le Parti socialiste, deux c'est assez

**CONSEIL FÉDÉRAL** Pas de surprise: le groupe parlementaire décide de lancer un duo de candidats pour briguer la succession d'Alain Berset. Il plombe ainsi les chances des outsiders, comme Roger Nordmann ou Daniel Jositsch

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE  
@BoeglinP

Ce sera deux, et non trois. Le groupe socialiste proposera un duo de candidats au parlement pour l'élection au Conseil fédéral le 13 décembre, communique-t-il sur X (ex-Twitter). La décision est tombée hier au cours d'une séance interne, par 31 voix à 18. Les deux finalistes, qui visent la succession d'Alain Berset, ne sont pas encore connus; les élus fédéraux du PS les désigneront ce samedi. Six personnalités sont sur les rangs: Beat Jans (BS), Evi Allemann (BE), Jon Pult (GR), Roger Nordmann (VD), Matthias Aebischer (BE) et Daniel Jositsch (ZH).

## Trois favoris

Avec le ticket à deux, c'est le scénario le plus probable qui s'impose. Cette formule permet en effet aux camarades de mieux contrôler l'issue du vote du parlement, en resserrant le nombre de finalistes officiels, et d'exclure – sauf grosse surprise – des prétendants controversés à l'interne.

Coprésident du groupe PS, le Vaudois Samuel Bendahan livre des explications plus diplomatiques. «Nous sommes convaincus de la qualité de tous nos candidats et de leurs capacités à endosser la fonction. Il n'y a donc pas de nécessité de former un ticket à trois. Nous voulons prendre nos responsabilités tout en laissant un choix à l'Assemblée fédérale, ce que le ticket à deux permet mieux.» Seule candidate dans un parti féministe, Evi Allemann a-t-elle la garantie d'être sélectionnée? «Personne n'a de place assurée sur le ticket. Le groupe misera peut-être sur un duo mixte, mais il pourrait aussi choisir deux hommes, vu que nous avons déjà une conseillère fédérale en la personne d'Elisabeth Baume-Schneider.»



Les six candidats socialistes lors d'une audition publique. De gauche à droite, avec au centre la modératrice Maria Bernasconi: Roger Nordmann, Evi Allemann, Jon Pult, Daniel Jositsch, Matthias Aebischer et Beat Jans. (GENÈVE, 6 NOVEMBRE 2023/SALVATORE DI NOLFI/KEYSTONE)

En l'état, trois favoris semblent se détacher: Beat Jans, Evi Allemann et Jon Pult. Les deux premiers peuvent faire valoir leur long parcours sous la coupole fédérale, et plusieurs années dans leur gouvernement cantonal respectif, synonymes de précieuse expérience d'exécutif. Beat Jans peut en outre invoquer sa provenance bâloise: la métropole économique pousse pour réintégrer le collège fédéral, après un demi-siècle d'absence. Evi Allemann, quant à elle,

ne manquera pas de souligner sa tendance sociale-libérale, susceptible de plaire aux élus bourgeois du parlement.

Au détriment de Beat Jans et d'Evi Allemann, divers élus et observateurs évoquent le fait qu'ils ne siègent plus depuis quelques années à Berne, et que de nombreux parlementaires fédéraux – les électeurs du Conseil fédéral – ne les connaissent pas ou plus très bien. Le canton de la Berne ne l'aide en outre pas vrai-

ment, puisqu'il est déjà représenté au Conseil fédéral, avec Albert Rösti (BE).

Quant à Jon Pult, vice-président du PS, il bénéficie de sa verve et de son talent d'orateur, qu'il a pu mettre en avant durant certaines auditions publiques organisées par son parti, notamment à Genève. En cela, il creuse une certaine différence avec Beat Jans, plus calme, et Evi Allemann, que certains trouvent même un peu «terne». Le trentenaire polyglotte des Grisons

met en avant sa jeunesse, et appelle à enrichir le gouvernement national avec la nouvelle génération.

## Un autre trio en retrait

Un cran en retrait, le Bernois Matthias Aebischer semble moins jouir des faveurs de la cote. Certains compères socialistes considèrent qu'il ne s'est jamais vraiment occupé des dossiers qui pèsent. A ses côtés parmi les outsiders, le Vaudois Roger Nordmann et le Zurichois Daniel

Jositsch se voient prêter des éléments par d'autres éléments.

Le premier, ancien chef du groupe socialiste aux Chambres (2015-2023), possède certes un profil idéal pour le Conseil fédéral – bilingue, apte au compromis, tacticien, pointu sur les dossiers – mais se voit désavantagé par la question linguistique: la majorité alémanique du PS compte bien s'emparer de ce siège gou-

**«Le groupe pourrait choisir deux hommes, vu que nous avons déjà une conseillère fédérale»**

SAMUEL BENDAHAN, COPRÉSIDENT DU GROUPE PARLEMENTAIRE SOCIALISTE

vernemental, puisque l'autre mandat du parti se trouve déjà en mains romandes, avec Elisabeth Baume-Schneider. En plus, la minorité latine détient en ce moment la majorité au Conseil fédéral (quatre magistrats sur sept), ce qui devrait conduire à une «correction».

Daniel Jositsch, pour sa part, peut continuer de se mordre les doigts. Doté de capacités reconnues, et apprécié par la majorité bourgeoise du parlement, il porte les stigmates de son action de l'an passé: il s'était alors opposé frontalement à son parti, qui privilégiait les candidatures féminines pour repourvoir le ministère libéré par Simonetta Sommaruga. Un an plus tard, les plaies ne sont toujours pas cicatrisées chez plusieurs camarades. ■

## A Berne, Mauro Poggia voit ses options se réduire

**SÉNAT** Les portes du Centre se sont refermées pour le conseiller aux Etats genevois. Il n'a pas de groupe au sein duquel siéger. Sans ce sésame, pas d'accès aux commissions thématiques où se fait une partie importante du travail parlementaire

DAVID HAEBERLI, BERNE  
@David\_Haeblerli

L'avenir parlementaire de Mauro Poggia s'assombrit. Depuis son élection au Conseil des Etats, le 12 novembre, le MCG cherche un parti qui voudrait bien lui ouvrir son groupe. Cette manœuvre a pour but de lui permettre un accès aux commissions thématiques, là où le travail parlementaire se fait en grande partie. Or, le conseiller aux Etats MCG élu risque de commencer la législature en indépendant, et donc d'être exclu des commissions. Le Genevois l'a admis ce vendredi sur les ondes de La Première.

Il ne siègera en tout cas pas au sein du groupe du Centre. Réuni ce vendredi, il a communiqué avoir «décidé à l'unanimité de refuser l'intégration du MCG dans la communauté des groupes parlementaires. Les positions politiques des deux partis sont trop éloignées pour un travail commun au sein des Chambres fédérales. De plus, le Groupe du Centre constate que les

signaux différents envoyés par les membres élus du MCG à ce sujet montrent une attitude peu fiable.»

Le temps presse: c'est lundi que doivent être annoncées les compositions des groupes. Les options sont restreintes pour l'ancien conseiller d'Etat. La loi sur le parlement dit que tous les membres d'un parti doivent appartenir au même groupe parlementaire. Or, les deux conseillers nationaux MCG élus se sont promis à l'UDC. Mauro Poggia pourrait les suivre, même s'il avait déjà déclaré que l'UDC n'avait pas ses faveurs. Les responsables UDC eux-mêmes ne sont pas enthousiastes. Reste le PLR. En milieu de semaine, le parti faisait savoir qu'aucune demande ne lui avait été adressée par le Genevois. Politiquement, les positions de Mauro Poggia sur l'assurance maladie le rapprocheraient de la gauche. Mais on le voit mal siéger avec le PS et les Vert-e-s alors qu'il a fait campagne avec l'UDC Céline Amaudruz, contre ces deux formations. Pour rappel, l'élection de Mauro Poggia et de Carlo Sommaruga (PS) s'est faite au détriment de la Verte Lisa Mazzzone. Cette dernière devait accéder à la vice-présidence du Conseil des Etats en 2024, à la présidence en 2025. Avec cette non-élection, son parti, et donc Genève, a perdu son tour dans le tournus, ont communiqué ce jour les services du parlement. ■

## «La pénurie de pasteurs nous heurte de plein fouet»

**RELIGION** La question du manque de relève inquiète les Eglises de Berne, Jura et Soleure alors que les boomers partent à la retraite. L'épineuse problématique a été abordée lors de leur dernière assemblée délibérante. Selon le conseiller synodal Philippe Kneubühler, les tensions vont grandissant

PROPOS RECUEILLIS PAR  
LUCAS VUILLEUMIER (PROTESTINFO)

Une quinzaine de postes pastoraux sur environ 500 sont actuellement ouverts et ne trouvent pas preneurs. Lors du synode des Eglises de Berne, Jura et Soleure (Refbejus), qui s'est tenu au Rathaus de Berne du 21 au 22 novembre, la menace de pénurie de pasteurs s'est concrétisée sur fond de tensions entre paroisses urbaines et rurales. Eclairage avec le pasteur de Tramelan, Philippe Kneubühler, conseiller synodal de Refbejus et membre de l'exécutif de l'Eglise évangélique réformée de Suisse.

**La pénurie de pasteurs est-elle devenue une réalité concrète?** Oui. Pour nos Eglises, l'effet de cette pénurie va d'ailleurs être massif, car les boomers partiront tous très bientôt à la retraite. Dans environ cinq ans, une trentaine de pasteurs quitteront leurs fonctions chaque année. Et on n'a évi-

demment pas une trentaine d'étudiants qui sortent chaque année de la formation en théologie. De plus, les besoins des paroisses ne sont pas uniquement pastoraux. Les pasteurs, dans notre conception actuelle, sont les seuls ministres qui font tout et surtout qui peuvent tout faire. Mais parce qu'ils viennent justement à manquer, il est peut-être temps d'envisager une ouverture, soit de répartir différemment le travail et créer ainsi de l'attractivité autour de la fonction de diacre ou d'animateur de paroisse.

**Quid de la situation des diacres, justement?** Avec les diacres, nous avons le problème suivant: sur la partie alémanique, nous avons des collaborateurs socio-diaconaux qui sont comme des assistants sociaux d'Eglise, mais pas véritablement des ministres. Ils sont engagés par les paroisses et seule une minorité d'entre eux souhaitent être «envoyés en mission» par l'Eglise. Et sur la partie francophone de notre Eglise, à savoir l'arrondissement jurassien, nous avons très peu de postes de diacres ouverts. Alors dans le fond, former des gens pour ne pas avoir de place de travail à leur offrir, c'est évidemment très embêtant.

**La pratique de la catéchèse semble également devenir de plus en plus difficile...** Oui. Nous avons là



**«Les jeunes pasteurs, en général, préfèrent choisir un ministère en ville»**

PHILIPPE KNEUBÜHLER, PASTEUR ET CONSEILLER SYNODAL

aussi des problèmes à recruter. Contrairement aux autres Eglises romandes, nous avons un ministère de catéchèse qui a mis en place sa propre formation. Celle-ci est longue et exigeante. Et après, les conditions d'embauche ne sont pas à la hauteur des attentes, car il s'agit de petits pourcentages. Pour pouvoir en vivre, il faut être engagé par plusieurs paroisses, et cela pose des questions d'agenda... On est en train d'y travailler.

**La commission de gestion a dit que cela créait des conflits. A quel niveau?** Il existe une certaine tension entre les paroisses car une concurrence se met en place entre les milieux ruraux et urbains. En effet, les paroisses avec un poste ouvert aimeraient attirer les personnes déjà peu nombreuses qui choisissent le pastoral. Mais les jeunes pasteurs, en général, préfèrent choisir un ministère en ville.

**A quelles solutions vos trois Eglises songent-elles?** La pénurie qui s'annonce nous oblige d'ouvrir à nouveau la discussion sur les ministères, soit ceux dont on a véritablement besoin. Nous pourrions par exemple diminuer le nombre de postes pastoraux et augmenter le nombre de postes de diacres et de catéchètes, et les payer grâce à la manne de l'Etat prévue pour les postes pastoraux. Ce sont des réflexions en cours. Nous avons lancé un programme pour les personnes désireuses de devenir ministres et qui ont déjà un master, qui dure trois ans au lieu de cinq [Ithaka, en partenariat avec la Faculté de théologie de Berne, ndlr]. Et en attendant, nous continuons d'engager des pasteurs à la retraite pour combler les manques. Nous faisons donc malheureusement face à un défi que nous n'avons pas assez anticipé, et qui nous heurte actuellement de plein fouet. ■